

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Orléans, le 24/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXEREAL SERVICES

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : VAT20240389
Code AIOT : 0010000017

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement AXEREAL SERVICES implanté ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL SERVICES
- ROUTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010000017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16

mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 29 janvier 2018.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Moyens de défense incendie - NC PdC8_VI_15/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejets d'eau	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 : 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Révision de l'étude de danger	Code de l'environnement du 11/07/2024, article R515-98	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	SGS - Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 5	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	SGS - Surveillance des performances	Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 6	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	SGS - Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 24/06/2024, article Annexe 1 : 7	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Risque lié aux équipements situés en zone ATEX - NC PdC1_VI_15/12/2023	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
12	Risque feu de forêt/broussai	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	/	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Ile	article 47			
13	Entretien du site	AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.2.3	/	Demande d'action corrective	1 mois
14	Entretien des locaux	Arrêté Préfectoral du 04/08/2006, article 14	/	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/06/1999, article 2	/	Sans objet
2	Stockage de semences conditionnées - NC PdC9_VI_15/12/2023	Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 12 de l'annexe II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Prévention du risque de pollution	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/06/1999, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Tableau de classement des activités ICPE - version contenue dans la lettre préfectorale du 8 juillet 2022

<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté lors de sa visite, par sondage, l'état de remplissage de plusieurs bâtiments du site:</p> <ul style="list-style-type: none"> • chapiteau semences : vide • chapiteau agrofourniture (situé entre les bâtiments engrais et phytosanitaire) : quelques palettes mais plus d'aux 3/4 vide • silo 24 : 1/4 du stockage rempli <p>L'exploitant précise que, bien que les moissons aient commencé, les conditions météorologiques ne permettent que de petites entrées de grains. Il mentionne notamment que le jour de la visite seuls 2 chargements sont entrés.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Stockage de semences conditionnées - NC PdC9_VI_15/12/2023

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/04/2017, article 12 de l'annexe II</p> <p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie - Usine de semences</p> <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 15/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2024 <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 15/12/2023, il avait été constaté un dysfonctionnement du système de détection incendie du stockage de semences de l'usine de fabrication de semences : la centrale d'acquisition des défauts mentionnait l'installation hors service.</p> <p>Selon l'exploitant, l'installation comporte des détecteurs hors d'usage, mais reste opérationnelle. Toutefois, il n'a pas été en capacité de réaliser un test afin de démontrer cette opérationnalité.</p> <p>Lors de la visite du 11/07/2023, l'exploitant présente les nouveaux équipements de détection mis en place, les procédures de test associé et le fonctionnement général de l'installation. Il présente par ailleurs les procès verbaux de réception de l'installation (réception faite par AXEREAL le</p>
--

27/06/2024 sans réserves).

L'inspection des installations classées constate que:

- un test des LED du panneau de contrôle est prévu chaque jour et un tableau de suivi a déjà commencé à être rempli;
- un test des déclencheurs manuels est prévu chaque mois. Aucun test n'a été réalisé pour le moment;
- le fournisseur de l'équipement a prévu de réaliser un contrôle annuel de l'installation;
- l'ensemble des documents relatifs à l'installation sont présents à proximité de panneau de contrôle et ont été envoyés à la société de surveillance;
- la majorité des personnels permanents en charge des installations semences ont été formés à l'utilisation de l'équipement;
- l'exploitant précise qu'en cas de remontées d'anomalies sur le panneau de contrôle, le fournisseur est appelé pour contrôle et correction.

Compte tenu de l'entrée en service récente, l'inspection constate que l'historique du panneau de contrôle ne présente à ce jours aucune anomalie.

L'inspection des installation classées constate par ailleurs que des nouveaux détecteurs ont été positionnés de manière homogène sous la toiture, formant des surfaces de contrôle d'environ 40 m². Ces surfaces ont été répertoriés et chaque détecteur identifié dans la documentation, permettant de préciser au plus près l'origine de la détection d'un incendie.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 15/12/2023 est satisfait.

Constat : pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de défense incendie - NC PdC8_VI_15/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2004, article 3.14

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 15/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 16/02/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

[...]

L'exploitant dispose des ressources en eau et en mousse en quantité suffisante pour faire face au

scenario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.

Le site AXEREAL de Moulins-Sur-Yèvre dispose de moyens d'intervention suivants :

- un puits est présent au Sud du hangar de stockage des semences. Il est directement raccordé aux eaux souterraines et est équipé de deux crépines d'aspiration, assurant chacune un débit de 60 m³/h. Une aire pour le stationnement et le raccordement d'un engin de pompage des services de secours a été mise en place ;
- une réserve d'eau enterrée d'une capacité de 60 m³ équipée d'un raccordement pour les pompiers ;
- un second poteau incendie, alimenté par le réseau d'eau communal, se situe au Sud du séchoir du silo 13. Il délivre un débit de 60 m³/h ;
- une réserve souple de 240 m³, positionnée en dehors des zones d'effets thermiques associés aux chapiteaux (ajout déterminé au travers du PAC du 14 avril 2022 relatif à l'implantation de stockage de semences conditionnées sous chapiteaux).

Constats :

Suite à l'inspection du 15/12/2023 et au constat du manque de connaissance de l'exploitant sur les moyens dont il dispose pour la lutte incendie, l'exploitant a fait procéder à une mesure sur le poteau incendie situé au niveau du silo 11 le 20/06/2024.

Le rapport fait état d'un débit de à 1 bar de 45 m³/h pour un débit maximum de 56 m³/h. Par ailleurs les sorties aux 1er et 2eme paliers du silo présentent une pression dynamique de 2,5 bars et statique de 5 bars.

L'origine de l'eau présente sur ce poteau n'est pas connue de l'exploitant.

Le débit du poteau incendie sur voirie est de 60 m³/h à 1 bar (72 m³/h maximum) selon le document fourni par l'exploitant (mesure du 06/04/2023).

Aucune mesure n'a été réalisée à ce jour sur les prises d'eau associées au puits. L'exploitant précise être en train de chercher un prestataire pour réaliser ces mesures.

Au global on peut donc considérer à ce jour que le site présente:

- un système d'extinction mousse à haut foisonnement dédié au stockage de produits phytosanitaires
- une réserve d'eau de 240 m³ dédiée au chapiteaux semences
- un poteau d'incendie public de débit 60m³/h situé en partie Ouest du site couvrant au mieux les silos situé à l'Ouest
- un poteau d'incendie de débit 45 m³/h situé en partie Ouest du site couvrant au mieux les silos situé à l'Ouest

Soit un débit total (105 m³/h) et un volume (240 m³) inférieurs aux attendus de l'arrêté du 13 septembre 2004 (180 m³/h et 300 m³), ne couvrant pas l'intégralité du site.

L'inspection en conclut qu'à ce jour la partie centrale et Est du site (hors bâtiment produits phytosanitaires et chapiteaux de semences) ne dispose pas de réserve d'eau incendie. La ressource (localisation et débit) en eau d'extinction ne répond pas aux besoins du site.

Le constat relevé lors de la visite d'inspection précédente du 15/12/2023 n'est pas satisfait.

L'inspection note par ailleurs que la notice de réexamen de l'étude de danger reçue en 2024 (en cours d'instruction), met en avant un besoin d'au moins 720m³/h pour les bâtiments suivants : bâtiments 5 et 4, hangar H21 et H21bis, chapiteaux extérieurs. Les silos ne sont là pas considérés. Le débit global disponible sur le site est bien inférieur.

Constat : Le site ne dispose pas de réserves en eau incendie suffisantes et réparties de façon adéquate.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prévention du risque de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des déchets liquides
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
Constats : Lors de l'inspection du 25/05/2023, il a été constaté la présence de 6 conteneurs (GRV) de déchets liquides à proximité du bâtiment de stockage de déchets liquides. L'exploitant avait précisé qu'il s'agissait des résidus du nettoyage de la cellule de stockage après essais du nouveau dispositif d'extinction à la mousse. Les 6 GRV présents lors de l'inspection du 25/05/2023 ont depuis été évacués. L'exploitant présente le bordereau de suivi de déchet ainsi que la facture d'enlèvement. Les GRV ont été enlevés par la société Martin Environnement le 21/09/2023, puis envoyés à la société ARF Vendeuil pour incinération. Le constat relevé lors de la visite d'inspection du 25/05/2023 est satisfait. Constat : pas d'écart observé
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, bassins de décantation d'infiltration et réseaux

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <p>[...]</p> <p>-le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection il est observé la présence d'un bassin de décantation et un bassin d'infiltration en partie Est du site. Ceux-ci sont peu, voire pas entretenus (cf. point de contrôle spécifique). Sur le bassin de décantation se trouvent plusieurs canalisations de diamètre important. L'exploitant a par ailleurs montré des obturateurs disposés de part et d'autre du boisseau rail situé au Sud du bâtiment engrais.</p> <p>A partir des plans issus du POI (plan de 2017 ne faisant pas figurer les bassins) et de l'étude de dangers de 2018 (schéma), l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer la provenance des eaux issues des canalisations du bassin de décantation et plus largement le cheminement des réseaux sur le site.</p> <p>Constat : Le fonctionnement des réseaux d'eau n'a pas pu être expliqué et présenté avec précision par l'exploitant qui ne dispose pas de plans complets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1 : 2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Identification et évaluation des risques liés aux accidents majeurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des procédures sont mises en œuvre pour permettre une identification systématique des risques d'accident majeur susceptibles de se produire en toute configuration d'exploitation des installations.</p> <p>Ces procédures doivent permettre d'apprécier les possibilités d'occurrence et d'évaluer la gravité des accidents identifiés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni le manuel SGS commun à l'ensemble des sites SEVESO du groupe (version 2022) regroupant au chapitre 4 les modalités d'identification et d'évaluation des risques.</p> <p>Cette évaluation est réalisée :</p>

- Par l'étude des dangers
- Lors de l'évaluation des risques professionnels
- Lors des audits internes SSE
- En continu par les collaborateurs de site
- En continu par la maintenance Axereal
- En continu lors des vérifications périodiques

L'inspection des installations classées constate que ce chapitre ne permet pas de répondre pleinement à l'attendu et qu'il n'est pas précisé la manière dont se fait la remontée d'information, la manière dont sont évalués les risques et comment ils sont ensuite traités.

L'exploitant précise que chaque constat est reporté sur la GMAO du groupe, et qu'ils sont systématiquement affectés d'une criticité.

Il présente un exemple de suivi pour le magasin de produits phytosanitaires, présentant tout type de risque (travail, majeurs....) affectés d'une criticité (avec précision gravité/occurrence dans la fiche relative au risque concerné).

Constat : Le manuel SGS ne précise pas la manière dont se fait la remontée d'information, la manière dont sont évalués les risques et comment ils sont ensuite traités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Révision de l'étude de danger

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/07/2024, article R515-98

Thème(s) : Risques accidentels, Fourniture de documents

Prescription contrôlée :

La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet

Constats :

La notice de réexamen de l'étude de danger attendue initialement le 8 juin 2023 a été fournie à l'inspection des installations classées le 23 mai 2024.

Elle conclut à la nécessité de révision de l'étude de danger.

A date de l'inspection, soit plus d'un an après la date de livraison initiale attendue, l'exploitant n'a pas livré l'étude de danger révisée. Lors de l'inspection il n'est pas en mesure de fournir de date de livraison.

Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un date de livraison de l'étude de danger révisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : SGS - Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 5
Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Gestion des situations d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant a fourni un tableau de suivi de formation des personnels permanents employés sur le site ainsi que la fiche FS012 détaillant le contenu de l'accueil de personnels (notamment intérimaires) sur le site. Le tableau met en évidence que le personnel est actuellement à jour de ses formations sur la gestion des situations d'urgence. Les deux formations principales pour le personnel permanent vis à vis des risques majeurs sont les formations ADR1.3 et Risques silos, engrais, phytos. La fiche FS012 résume l'ensemble des zones/actions/risques devant être présentés au nouveaux personnels. Par exemple, les vannes de condamnation gaz, les consignes de non compatibilité de produits, la conduite du séchoir,.... Il précise également que les visites SSE sont l'occasion de tester les connaissances des personnels ainsi que de vérifier le suivi des formations. Des exercices sont par ailleurs réalisés chaque mois. L'inspection note que le manuel SGS (paragraphe 7) parle d'un exercice par an. Les actions à mener par l'exploitant en cas d'accident sont détaillées dans le POI dont la dernière version date de mai 2023. L'inspection note qu'il ne prend donc pas à ce jour en compte le retour d'expérience des exercices 2023 et 2024. L'exploitant précise à cet effet qu'il prévoit une mise à

jour au second semestre 2024 et a notamment mis en évidence une incohérence concernant le point de contact auprès de la SNCF.

L'exploitant présente les comptes rendus d'exercices de l'année 2024. Sur ce point l'inspection fait remarquer que ces comptes rendus paraissent trop succincts pour une exploitation autre que "à chaud" (absence d'horaire, absence de détail sur les points positifs et négatifs).

Constat: le retour d'expérience des exercices d'entraînement aux situations d'urgence n'est pas suffisamment analysé et pris en compte dans le POI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : SGS - Surveillance des performances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2024, article Annexe 1 : 6

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Surveillance des performances

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue d'une évaluation permanente du respect des objectifs fixés par l'exploitant dans le cadre de sa politique de prévention des accidents majeurs et de son système de gestion de la sécurité. Des mécanismes d'investigation et de correction en cas de non-respect sont mis en place.

Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Les procédures peuvent également inclure des indicateurs de performance, tels que les indicateurs de performance en matière de sécurité et d'autres indicateurs utiles.

Constats :

Le manuel SGS précise dans son chapitre 8 les moyens mis en œuvre pour évaluer le respect des objectifs, et leur correction.

Dans ce chapitre l'inspection note les éléments suivants:

- si les comptes rendus des inspections de l'administration peuvent alimenter l'analyse de l'exploitant, elles n'en sont pas le principal point, et ne devraient donc pas se trouver en premier dans la liste des actions.

- les indicateurs de suivi, les modalités de remontée, les mécanismes de correction mériteraient d'être détaillés dans le manuel.

Au cours des revues de direction, des indicateurs sont en théorie remontés, analysés et éventuellement revus. C'est ce qui a été fait dans la revue de 2023.

L'inspection note d'ailleurs que la plupart des indicateurs ne sont pas atteints.

Cependant à la lecture du compte rendu de revue de direction du 24/05/2024, il apparaît que l'année 2023 n'a pas fait l'objet d'une évaluation des indicateurs du fait d'une réorganisation des services de l'exploitant. De nouveaux indicateurs ont été retenus pour l'année 2024.

Constat : le manuel SGS nécessite d'être complété et actualisé au regard des actions mises en œuvre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : SGS - Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/06/2024, article Annexe 1 : 7

Thème(s) : Risques accidentels, SGS - Audits et revues de direction

Prescription contrôlée :

Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.

L'analyse documentée est menée par la direction : résultats de la politique mise en place, système de gestion de la sécurité et mise à jour, y compris prise en considération et intégration des modifications nécessaires mentionnées par l'audit.

Constats :

Le chapitre 9 du manuel SGS précise les procédures amenant à l'évaluation de la PPAM et du SGS. Elle met notamment en avant les audits internes SSE et la revue de direction.

Cependant, les comptes rendus de revue de direction de 2023 et 2024 ne font pas état d'une quelconque analyse à ce sujet. De plus le manuel ne définit que la composition, les moyens et la fréquence et pas les modalités d'analyse.

Constat : le chapitre 9 du manuel SGS est à compléter afin de fournir une procédure d'évaluation de la PPAM et du SGS aux fins d'analyse lors des revues de direction.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Risque lié aux équipements situés en zone ATEX - NC PdC1_VI_15/12/2023

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, ATEX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le point de contrôle n°6 de l'inspection du 30/05/2023 repris lors de l'inspection du 15/12/2023, il avait été demandé à l'exploitant:</p> <p><i>"d'établir :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>- une liste des équipements électriques, comme non-électriques, implantés en zone ATEX de ses installations ;</i> <i>- un dossier, qui devra être tenu à la disposition de l'inspection, comportant les éléments relatifs à la fabrication et à l'exploitation des équipements précités à risques présents dans les zones ATEX de son établissement.</i> <p><i>Pour rappel, ce dossier ou document est généralement établi en application du code du travail qui introduit l'obligation de prise en compte des atmosphères explosives (ATEX), et d'annexer au Document Unique, le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE). Le document existant est un document établi au niveau du groupe coopératif ; dans ce cadre, il ne prend pas en compte les singularités propres aux installations exploitées sur le site AXEREAL de Moulins-sur-Yèvre, ni les analyses des risques ATEX des équipements installés en zone ATEX.</i></p> <p><i>En réponse au constat susvisé, l'exploitant doit explicitement statuer sur la conformité des installations existantes conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 décembre 1988, à l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel du 28 juillet 2003, en regard de la zone ATEX dans laquelle elles sont exploitées et remplacer les éventuels équipements présentant des risques non maîtrisés."</i></p> <p>Lors de l'inspection du 11/07/2024, l'exploitant précise que les documents n'ont pas encore été établis mais précise les actions mise en œuvre afin de les produire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalisation des documents sur le site de Moulins sur Yèvres avec livraison en fin d'année 2024 • formation début 2025 de 4 personnels au sein du service afin de réaliser ces documents sur

<p>les autres sites du groupe.</p> <p>Ces deux prestations ont été contractualisées avec la société Coop de France.</p> <p>Le constat relevé lors des visites d'inspection du 30/05/2023 et du 15/12/2023 n'est pas satisfait.</p> <p>Constat : l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un dossier permettant de justifier l'adéquation à leur milieu des équipements situés en zone ATEX.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Risque feu de forêt/broussaille

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, effets domino sur ICPE voisine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les silos plats 23 et 24 présentent une distance de quelques dizaines de mètres avec une ICPE voisine (méthaniseur) implantée en 2023 sur la parcelle attenante à l'Est du site.</p> <p>Sur les cartes satellites, la zone située entre les silos plats 23 et 24 et le méthaniseur est une zone de stockage appartenant à la société AXERREAL peu entretenue ("type terrain vague"). Sur site l'inspection constate en effet que l'exploitant y entrepose des remorques, et divers équipements de manutention agricole.</p> <p>Bien que majoritairement en terre battue, la zone présente une végétation broussailleuse peu entretenue. Elle est par ailleurs en bordure des bassins de décantation et d'infiltration non entretenus (cf. point de contrôle spécifique sur ce sujet).</p> <p>Du fait de l'absence de débroussaillage, un incendie pourrait se propager sur cette zone.</p> <p>Constat : Compte tenu de son état d'entretien, la zone Est du site ne permet pas à l'exploitant d'assurer la gestion des risques d'incendie (avec possibles effets dominos entre sites voisins).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Entretien du site

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/09/2004, article 3.2.3
Thème(s) : Autre, Bassins d'infiltration et de décantation
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues, construites, exploitées et entretenues en vue de prévenir les accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses et de limiter leurs conséquences pour l'homme et l'environnement.
Constats : L'inspection constate la présence d'arbres (40 cm de diamètre de tronc), de végétation dense et distingue des déchets sur la zone qui est censées être le bassin d'infiltration. De toute évidence il n'est pas entretenu et est non opérationnel. L'accès au bassin de décantation est quant à lui rendu difficile par la présence de végétation, les regards étant d'ailleurs difficilement visibles sous la végétation. Constat : le bassin de décantation et plus particulièrement le bassin d'infiltration du site ne sont pas entretenus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Entretien des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2006, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, poussières
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés réguliè-

<p>rement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection l'inspecteur a parcouru, par sondage, les silos 23, 24, est passé par les escaliers du silo 8 pour aller vers le silo 9 puis entré dans le silo 11.</p> <p>Sur l'ensemble du parcours et bien qu'une faible couche de poussière soit présente compte tenu du fait que le site soit en exploitation, il est constaté que le sol a été récemment nettoyé.</p> <p>Parois et chemins de câbles présentent quant à eux une couche plus importante de poussière laissant suspecter un entretien moindre.</p> <p>Les boisseaux (en particulier au niveau de la porte du silo 8) présentent quant à eux une couche importante de poussière, qui n'est vraisemblablement pas uniquement attribuable aux manutentions de la journée.</p> <p>Constat : la poussière n'est pas retirée sur tous les équipements à la même fréquence, amenant certaines zones à être fortement recouvertes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours</p>